EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du 20 juin 2019

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 164 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Guy ALBERT - Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Christian AMIRATY - Serge ANDREONI - Patrick APPARICIO - Philippe ARDHUIN - Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Yves BEAUVAL - André BERTERO - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Odile BONTHOUX - Patrick BORÉ - Jacques BOUDON - Michel BOULAN - Frédéric BOUSQUET - Valérie BOYER - Christian BURLE - Marie-Christine CALATAYUD - Jean-Louis CANAL - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Arlette CARLOTTI - Eric CASADO - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Philippe CHARRIN - Maurice CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Monique CORDIER - Jean-François CORNO - Georges CRISTIANI - Sandra DALBIN - Sandrine D'ANGIO - Michel DARY - Monique DAUBET-GRUNDLER - Philippe DE SAINTDO - Sophie DEGIOANNI - Jean-Claude DELAGE - Christian DELAVET - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Bernard DESTROST - Nouriaty DJAMBAE - Pierre DJIANE - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY-OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Hervé FABRE-AUBRESPY - Nathalie FEDI - Jean-Claude FERAUD - Gilbert FERRARI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY-VLASTO - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Marie-Madeleine GEIER-GHIO - Patrick GHIGONETTO - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Georges GOMEZ - Philippe GRANGE - Albert GUIGUI - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Nicolas ISNARD - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Mireille JOUVE - André JULLIEN - Didier KHELFA - Dany LAMY - Albert LAPEYRE - Michel LEGIER - Gisèle LELOUIS - Gaëlle LENFANT - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Hélène LHEN-ROUBAUD - Marie-Louise LOTA - Antoine MAGGIO - Irène MALAUZAT - Richard MALLIÉ - Joël MANCEL - Bernard MARANDAT - Rémi MARCENGO - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Régis MARTIN - Bernard MARTY - Florence MASSE - Roger MEI - Danielle MENET - Patrick MENNUCCI - Arnaud MERCIER - Xavier MERY - Michel MILLE - Danielle MILON - Richard MIRON - André MOLINO - Jean-Claude MONDOLINI - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Yves MORAINÉ - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Jérôme ORGEAS - Patrick PADOVANI - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Chrystiane PAUL - Roger PELLENC - Christian PELLICANI - Claude PICCIRILLO - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Jean-Jacques POLITANO - Henri PONS - Roland POVINELLI - Véronique PRADEL - Muriel PRISCO - Bernard RAMOND - Julien RAVIER - Martine RENAUD - Jean ROATTA - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Lionel ROYER-PERREAUT - Florian SALAZAR-MARTIN - Isabelle SAVON - Eric SCOTTO - Jean-Pierre SERRUS - Monique SLISSA - Marie-France SOURD GULINO - Luc TALASSINOS - Francis TAULAN - Guy TEISSIER - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Jocelyne TRANI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Yves WIGT - David YTIER - Kheira ZENAFI.

Signé le 20 Juin 2019

Reçu au Contrôle de légalité le 03 juillet 2019

Etaients absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Loïc BARAT représenté par Gisèle LELOUIS - Guy BARRET représenté par Olivier GUIROU - Jean-Pierre BAUMANN représenté par Sandra DUGUET - Moussa BENKACI représenté par Philippe DE SAINTDO - François BERNARDINI représenté par Eric CASADO - Jean-Pierre BERTRAND représenté par Gérard CHENOZ - Gérard BRAMOULLÉ représenté par Mireille JOUVE - Henri CAMBESSEDES représenté par Roger MEI - Christine CAPDEVILLE représentée par Luc TALASSINOS - Martine CESARI représentée par Danièle GARCIA - Bruno CHAIX représenté par Jean MONTAGNAC - Gaby CHARROUX représenté par Florian SALAZAR-MARTIN - Jean-David CIOT représenté par Gaëlle LENFANT - Anne CLAUDIUS-PETIT représentée par Monique CORDIER - Frédéric COLLART représenté par Solange BIAGGI - Auguste COLOMB représenté par Philippe GINOUX - Pierre COULOMB représenté par Régis MARTIN - Robert DAGORNE représenté par Maurice CHAZEAU - Sylvaine DI CARO représentée par Guy ALBERT - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI représentée par Marc POGGIALE - Olivier FREGEAC représenté par Joël MANCEL - Hélène GENTE-CEAGLIO représentée par Yves WIGT - Jacky GERARD représenté par Jean-Louis CANAL - Roland GIBERTI représenté par Roland MOUREN - Jean-Pascal GOURNES représenté par Georges CRISTIANI - Jean HETSCH représenté par Loïc GACHON - Michel ILLAC représenté par André MOLINO - Eliane ISIDORE représentée par Georges ROSSO - Maryse JOISSAINS MASINI représentée par Alexandre GALLESE - Nicole JOULIA représentée par Gilbert FERRARI - Nathalie LAINE représentée par Patrick BORÉ - Stéphane LE RUDULIER représenté par Nicolas ISNARD - Jean-Marie LEONARDIS représenté par Bernard DESTROST - Laurence LUCCIONI représentée par Julien RAVIER - Christophe MASSE représenté par Florence MASSE - Marcel MAUNIER représenté par Jocelyne TRANI - Georges MAURY représenté par Yves BEAUVAL - Yves MESNARD représenté par Christian PELLICANI - Marie-Claude MICHEL représentée par Jean-Claude MONDOLINI - Virginie MONNET-CORTI représentée par Marie-France DROPY-OURET - Stéphane PAOLI représenté par Irène MALAUZAT - Stéphane PICHON représenté par Isabelle SAVON - Patrick PIN représenté par André JULLIEN - Roger PIZOT représenté par Guy ALBERT - Gérard POLIZZI représenté par Bernard MARTY - Marie-Laure ROCCA-SERRA représentée par Maxime TOMMASINI - Maryse RODDE représentée par Frédéric VIGOUROUX - Emmanuelle SINOPOLI représentée par René BACCINO - Jules SUSINI représenté par Francis TAULAN - Josette VENTRE représentée par Monique DAUBET-GRUNDLER - Patrick VILORIA représenté par Laure-Agnès CARADEC - Didier ZANINI représenté par Kheira ZENAFI - Karima ZERKANI-RAYNAL représentée par Jacques BOUDON.

Etaients absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Sabine BERNASCONI - Jean-Louis BONAN - Nadia BOULAINSEUR - Michel CATANEO - Laurent COMAS - Claude FILIPPI - Samia GHALI - Bruno GILLES - Michel LAN - Eric LE DISSÈS - Jean-Pierre MAGGI - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Serge PEROTTINO - Elisabeth PHILIPPE - Nathalie PIGAMO - Marine PUSTORINO-DURAND - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Roger RUZE - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Philippe VERAN - Karim ZERIBI.

Etaients présents et représentés en cours de séance Messieurs :

Patrick MENNUCCI représenté à 16h00 par Eric SCOTTO - Richard MIRON représenté à 16h00 par Michèle EMERY.

Etaients présents et excusés en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Francis TAULAN à 14h40 - Bernard MARANDAT à 14h40 - Marie-Louise LOTA à 15h15 - Chrystiane PAUL à 15h15 - Sandra DALBIN à 15h15 - Sophie DEGIOANNI à 15h15 - Albert GUIGUI à 15h15 - André BERTERO à 15h26 - Patrick APPARICIO à 15h26 - Isabelle SAVON à 15h30 - Jean-Claude FERAUD à 15h30 - Frédéric VIGOUROUX à 15h35 - Georges ROSSO à 15h36 - André MOLINO à 15h36 - Kheira ZENAFI à 15h36 - Monique CORDIER à 15h36 - Frédéric DOURNAYAN à 15h37 - Jean-Louis CANAL à 15h40 - Patrick PADOVANI à 15h40 - Antoine MAGGIO à 15h41 - Odile BONTHOUX à 15h48 - Maxime TOMMASINI à 15h55 - David YTIER à 15h55 - Jean ROATTA à 15h55 - Didier PARAKIAN à 15h58 - Philippe CHARRIN à 15h55 - Sylvia BARTHELEMY à 15h55 - Olivier GUIROU à 15h57 - Frédéric BOUSQUET à 15h57 - Eric CASADO à 16h00 - Danielle MILON à 16h00 - Pierre DJIANE à 16h00 - Dominique FLEURY-VLASTO à 16h00 - Henri PONS à 16h07.

Madame la Présidente a proposé au Conseil de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

FAG 085-6392/19/CM

■ Reconduction transitoire du GIP MRU et reprise des activités de renouvellement urbain et des agents en charge de ces opérations - Poursuite des opérations de renouvellement urbain et stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La présente délibération a pour objet la reprise, dans le cadre de son intégration dans une organisation métropolitaine, des activités de conduite des opérations de renouvellement urbain actuellement mises en œuvre par le GIP MRU et la dissolution du GIP à l'issue des opérations en cours.

Par délibération du 13 décembre 2018, l'assemblée métropolitaine a arrêté une « *Stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé* ».

Il en ressort, au-delà des mesures immédiates, des objectifs de traitement de la problématique sur une échéance de moyen terme dont il résulte que :

« *Pour traiter en 10 ans les logements privés les plus dégradés sur le territoire métropolitain inscrits comme objectifs conventionnel de renouvellement urbain, il est proposé de resserrer le partenariat avec l'Etat en mettant en place des outils nouveaux dédiés :*

- *une première grande opération d'urbanisme (GOU) sur le territoire de Marseille pour assurer la coordination et intervenir en coresponsabilité,*
- *la création d'une Zone Franche Urbaine (ZFU) sur ce même périmètre pour contribuer à sa revitalisation complète et à la création d'emplois.*
- *un aménageur spécialisé avec la création d'une Société Publique Locale d'Aménagement d'Intérêt National*
- *une structure idoine pour produire et gérer ».*

...

« *Afin de coordonner de manière la plus efficace possible l'intervention intégrée en matière d'habitat et de logement, la Métropole doit se doter d'une équipe pluridisciplinaire, fédérant les services œuvrant en matière de politique et de polices de l'habitat (qualité, confort, hygiène, sécurité, diversité, accessibilité).*

Dotées d'effectifs suffisants en nombre et en qualification pour assurer une présence sur le terrain, cette équipe doit travailler en mode projet pour être l'interlocutrice unique des partenaires du renouvellement urbain au sens large ».

Le Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine (GIP-MRU) constitue l'un des opérateurs intervenant dans la conduite de ces politiques.

Ce GIP a été créé dans le cadre d'une convention constitutive par arrêté préfectoral du 17 avril 2003 avec pour objet l'élaboration et la mise en œuvre du Grand projet de Ville de Marseille-Septèmes.

Il associe l'Etat, la Région, le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole (venant aux droits de la Communauté urbaine de Marseille initialement adhérente), la Ville de Marseille, la Ville de Septèmes-les-Vallons, l'Association Régionale des Organismes HLM et la Caisse des dépôts.

Sa durée a été ajustée en conformité avec la durée des projets que l'ANRU conventionne et il a été prorogé à diverses reprises et en dernier lieu par un avenant n°7 à la convention constitutive pour une durée courant jusqu'au 31 décembre 2019, avenant approuvé par arrêté préfectoral du 29 décembre 2016.

Signé le 20 Juin 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 03 juillet 2019

Il associe l'Etat, la Région, le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole (venant aux droits de la Communauté urbaine de Marseille initialement adhérente), la Ville de Marseille, la Ville de Septèmes-les-Vallons, l'Association Régionale des Organismes HLM et la Caisse des dépôts.

Prorogé à diverses reprises et en dernier lieu par un avenant n°7 à la convention constitutive pour une durée courant jusqu'au 31 décembre 2019, avenant approuvé par arrêté préfectoral du 29 décembre 2016.

Son objet s'étend à « l'élaboration et la mise en œuvre de projets de rénovation urbaine » et son territoire d'intervention porte sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Dans ce cadre, le GIP a été chargé de la mise en œuvre des conventions relatives aux projets de renouvellement urbains conclus avec l'ANRU, l'Etat, la Région, le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole, la Ville de Marseille, les aménageurs et bailleurs sociaux concernés et la Caisse des dépôts.

Il est engagé également à la réalisation des projets prévus par ces conventions dans le cadre de contrats passés avec la Région, le Département et la Ville de Marseille.

La bonne conduite de ces projets devant être finalisée à l'horizon 2021, le GIP entend solliciter de ses membres et de l'Etat la reconduction de sa convention constitutive pour une nouvelle durée de 3 ans avant d'engager sa dissolution.

Le projet d'intervention intégrée dans une équipe métropolitaine des actions de renouvellement urbain répondant aux objectifs fixés par la délibération du 13 décembre 2018, il est néanmoins opportun que les services du GIP en charge de la conduite opérationnelle de ces projets soient partie prenante de cette équipe métropolitaine.

Il est donc proposé que ces activités de conduite opérationnelle des projets de renouvellement urbain soient prises en charge par la Métropole, ce transfert d'activités étant acté dans le cadre d'un protocole d'accord à établir entre la Métropole et le GIP.

En conséquence de ce transfert d'activités, les agents du GIP en charge, directement ou indirectement, de la conduite de ces projets seraient repris par la Métropole sur le fondement des dispositions de l'article 14 ter de la loi du 13 juillet 1983, introduites par la loi du 3 août 2009, qui prévoient que « *Lorsque l'activité d'une personne morale de droit public employant des agents non titulaires de droit public est reprise par une autre personne publique dans le cadre d'un service public administratif, cette personne publique propose à ces agents un contrat de droit public, à durée déterminée ou indéterminée selon la nature du contrat dont ils sont titulaires.*

Sauf disposition législative ou réglementaire ou conditions générales de rémunération et d'emploi des agents non titulaires de la personne publique contraires, le contrat qu'elle propose reprend les clauses substantielles du contrat dont les agents sont titulaires, en particulier celles qui concernent la rémunération.

Les services accomplis au sein de la personne publique d'origine sont assimilés à des services accomplis au sein de la personne publique d'accueil.

En cas de refus des agents d'accepter le contrat proposé, leur contrat prend fin de plein droit. La personne publique qui reprend l'activité applique les dispositions relatives aux agents licenciés ».

Parallèlement, les actions dont le GIP restera maître d'ouvrage au titre des conventions relatives aux projets de renouvellement urbain engagés pourront être conduites par celui-ci avec le concours des services intégrés de la Métropole, dans le cadre de conventions de prestations ou de conventions portant sur l'organisation de la maîtrise d'ouvrage des opérations concernées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Signé le 20 Juin 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 03 juillet 2019

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La convention constitutive du GIP mettant fin à son activité au 31 décembre 2019 ;
- La délibération du 13 décembre 2018 relative au Plan de Lutte contre l'Habitat Indigne.

Ouï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'engagement de la Métropole en faveur de la résorption de l'habitat indigne et plus largement du renouvellement urbain ;
- La nécessité du maintien du GIP MRU pour la bonne finalisation des opérations de renouvellement urbain en cours ;
- La nécessité d'une reprise par la Métropole des agents du GIP MRU en charge de la conduite des opérations de renouvellement urbain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de la reprise par la Métropole de l'activité de conduite des opérations de renouvellement menées par le GIP MRU au 1^{er} janvier 2020, et la reprise des contrats, agents et moyens assurant la mise en œuvre de ces opérations.

Article 2 :

Est approuvé le principe de la reconduction du GIP MRU pour une nouvelle durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2020, et sa dissolution à la date du 31 décembre 2022.

Article 3 :

Est approuvé à cet effet le protocole d'accord joint à la présente

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à engager toutes démarches en vue de l'exécution des opérations prévues aux articles 1 à 3 ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
La Présidente de la Métropole
Aix-Marseille-Provence

Martine VASSAL

Signé le 20 Juin 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 03 juillet 2019